

L'armée soudanaise bombarde l'État pétrolier

L'armée soudanaise a mené plusieurs frappes aériennes sur des positions de troupes sudistes dans l'Etat d'Unité (Sud-Soudan), à moins d'un mois de la partition, pour s'emparer des champs pétroliers de cet Etat stratégique, a accusé hier l'armée sudiste.

«Des appareils des SAF (Forces armées du Soudan, ndlr) ont bombardé la zone de Yau, dans l'Etat d'Unité», a déclaré à l'AFP Philip Aguer, porte-parole de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA). «Cette zone est largement à l'intérieur du Sud-Soudan, et c'est une manœuvre de Khartoum pour contrôler la zone et créer une frontière de facto, afin de contrôler nos champs de pétrole», a ajouté M. Aguer.

L'Etat sudiste d'Unité, situé à la lisière du Nord-Soudan, est l'une des principales régions pétrolifères du Soudan, plus grand pays d'Afrique dont la production avoisine 480 000 barils par jour.

M. Aguer a précisé que les troupes de la SPLA étaient en «état d'alerte maximale» et renforçaient leurs positions défensives, redoutant de voir les Nordistes entrer sur le territoire pour prendre le contrôle des champs d'or noir.

L'armée soudanaise n'était pas joignable dans l'immédiat pour confirmer ces informations, mais un porte-parole d'une milice rebelle qui a combattu la SPLA à plusieurs reprises ces derniers mois dans l'Etat d'Unité a confirmé les frappes nordistes. «Ils ont bombardé des positions de la SPLA, poursuivant les troupes de la SPLA qui fuyaient le Kordofan-Sud», a déclaré Bol Gatouth Kol, niant toute implication de son groupe dans les combats.

Des affrontements opposent depuis plusieurs jours l'armée nordiste et des membres de l'ancienne armée rebelle sudiste au Kordofan-Sud, Etat nordiste limitrophe d'Unité, qui a été un champ de bataille pendant la guerre civile entre Nord et Sud (1983-2005).

Du fait de ces combats, entre 30 000 et 40 000 personnes auraient fui la ville de Kadougli, capitale du Kordofan-Sud, seul Etat pétrolier du Nord, a annoncé l'ONU hier.

La montée des violences depuis janvier soulève des craintes croissantes à l'approche de l'indépendance du Sud-Soudan, prévue le 9 juillet. En avril, l'Etat d'Unité avait déjà été le théâtre de combats entre la SPLA et des milices rebelles, qui avaient poussé 4 000 civils à l'exode, selon des responsables locaux. La SPLA accuse régulièrement Khartoum d'armer des milices dissidentes afin de déstabiliser le Sud-Soudan.

LIBYE

Soutien grandissant aux rebelles, discussions avec proches de Kadhafi

La rébellion libyenne reçoit un soutien international de plus en plus important, l'entourage du colonel libyen Mouammar Kadhafi menant des discussions, selon les Etats-Unis, sur une possible transition.

Au soutien financier, incarné par un fonds international d'aide financière désormais «opérationnel» et provenant en particulier d'avoirs bloqués du régime libyen à l'étranger, s'ajoute l'appui politique manifesté lors de la réunion du Groupe de contact sur la Libye à Abou Dhabi.

Pour la première fois, les Etats-Unis ont décrit jeudi le Conseil national de transition (CNT), organe politique de la rébellion, comme «l'interlocuteur légitime» du peuple libyen, devenant ainsi le 11^e pays à apporter cette reconnaissance après la France, le Qatar, le Royaume-Uni, l'Italie, la Gambie, Malte, la Jordanie, le Sénégal et l'Espagne, ainsi que l'Australie jeudi. Et si la Chine, contrairement à Washington ou même Moscou, n'a pas appelé au départ du colonel Kadhafi, elle a toutefois entamé un rapprochement avec les insurgés en se disant jeudi

prête à accueillir «dans un avenir proche» des représentants du CNT.

Selon Washington, M. Kadhafi, dont les jours au pouvoir sont «comptés», est en outre menacé par son entourage.

«Il y a eu une série de discussions, qui se poursuivent encore, dans l'entourage de Kadhafi, et nous savons que ces discussions abordent, entre autres, la possibilité d'une transition», a assuré la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton.

Même au sein de l'Union africaine, médiatrice en titre dans ce conflit débuté il y a près de quatre mois, le front semble se lézarder sur ce dossier.

Après le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz mardi, selon qui «Kadhafi ne peut plus diriger la Libye», le chef d'Etat sénégalais Abdoulaye Wade, en visite à Benghazi, la «capitale» rebelle, a

lancé au colonel Kadhafi : «Plus tôt tu partiras, mieux ça vaudra.»

Peu après le début de la rébellion armée mi-février, l'UA a proposé une délicate «feuille de route», qu'elle ne cesse de défendre depuis, prévoyant un cessez-le-feu et l'instauration d'une période de transition.

Tripoli avait accepté ces propositions, mais le CNT a refusé toute discussion avant le départ de Kadhafi et de ses fils.

Moscou va aussi proposer son plan. L'émissaire russe pour la Libye, Mikhaïl Marguelov, a annoncé hier qu'il se rendrait à Tripoli dans de brefs délais pour y rencontrer des membres du gouvernement et que la Russie présenterait ensuite une «feuille de route» pour une sortie de crise.

«Nous sommes prêts à présenter les esquisses d'une feuille de route pour un règlement en Libye après mon voyage à Tripoli», a-t-il dit, précisant qu'il ne prévoyait pas dans l'immédiat de rencontrer M. Kadhafi mais son Premier ministre et son ministre des Affaires étrangères.

YÉMEN

Saleh contesté et soutenu en son absence

Les adversaires et les partisans du président yéménite Ali Abdallah Saleh ont manifesté chacun de leur côté hier à Sanaâ, une semaine après l'attentat qui l'a blessé et éloigné du pouvoir.

Des dizaines de milliers de personnes ont marché pour «un nouveau Yémen» débarrassé de M. Saleh, hospitalisé en Arabie saoudite depuis samedi dernier, et dont les partisans se sont rassemblés pour lui exprimer leur «fidélité».

Sur le boulevard Sittine, la foule conduite par les «Jeunes de la révolution» scandait «le peuple veut un nouveau Yémen» et «le peuple veut un Conseil présidentiel transitoire».

La marche a eu lieu après la prière du vendredi, pendant laquelle le puissant chef dissident des tribus Hached, cheikh Sadek Al-Ahmar, s'est incliné devant les dépouilles de 41 de ses partisans morts dans les affrontements avec les forces de l'ordre autour de sa résidence le 3 juin à Sanaâ.

A quelques kilomètres de là, les partisans de M. Saleh se sont rassemblés sur la place Saâbine en brandissant des portraits du chef de l'Etat, soigné en Arabie saoudite, et des banderoles proclamant leur allégeance à M. Saleh. «On ne pourra pas parler de transition du pouvoir avant le retour du pré-

sident», a affirmé jeudi le vice-ministre de l'Information, Abdou Janadi, en réponse aux revendications des manifestants et de l'opposition.

Des spécialistes américains du renseignement ont affirmé, en analysant des photographies, que l'attentat contre M. Saleh était une tentative d'assassinat probablement montée de l'intérieur.

«En regardant ces images de très près, nous avons pu établir qu'il s'agissait bien d'un engin explosif et non d'une munition militaire», a déclaré Scott Stewart, vice-président chargé du renseignement tactique chez le cabinet Stratfor.

Stratfor a identifié un petit trou dans la maçonnerie, qui pourrait avoir été l'emplacement où la bombe a été déposée. Les experts en déduisent que la bombe a été apportée par une personne connaissant les lieux et étant au fait des habitudes de M. Saleh. L'aspect des débris laisse enfin penser qu'un explosif de type militaire a été utilisé, peut-être du TNT ou du Semtex.

L'ensemble de ces éléments, conclut M. Stewart, «nous indique qu'il s'est probablement agi d'un coup monté de l'intérieur».

Dans le sud du Yémen, trois civils ont été tués dans un raid aérien visant des positions présumées de militants d'Al-Qaïda, a indiqué à l'AFP un responsable de l'administration locale, selon qui le

raid a visé les environs de Jaar, ville de la province d'Abyane, où Al-Qaïda est bien implantée.

Des militants présumés d'Al-Qaïda ont pris le contrôle depuis le 29 mai de la ville de Zinjibar, dans la même province, et résistent aux assauts de l'armée. Les combats ont fait depuis des dizaines de morts des deux côtés. Par ailleurs, trois soldats et deux assaillants sont morts dans une attaque contre un barrage militaire, attribuée par des sources militaires et de l'administration locale à des militants sudistes armés.

Le chef de la CIA a indiqué jeudi que malgré l'instabilité du Yémen, les opérations antiterroristes contre Al-Qaïda se poursuivaient.

«Même si la situation est effrayante et incertaine, en ce qui concerne l'antiterrorisme, nous continuons vraiment nos opérations» contre Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (Aqpa), a déclaré Leon Panetta. «Nous continuons de travailler avec des membres du gouvernement pour nous attaquer à Aqpa et ils continuent de coopérer avec nous», a-t-il dit. Le rythme des raids aériens, menés essentiellement à l'aide de drones, s'est accru ces dernières semaines, a de son côté rapporté jeudi le *New York Times*, citant des responsables américains sous couvert de l'anonymat.

JORDANIE

Manifestations à Amman et dans le sud pour dénoncer la corruption

Des Jordaniens ont manifesté hier après la prière à Amman et dans des villes du sud pour dénoncer la corruption et demander des réformes.

Près de 400 jeunes islamistes et de gauche ont manifesté au centre-ville à Amman pour demander «un gouvernement élu», a constaté un journaliste de l'AFP.

«Où sont les réformes ? le peuple veut un gouvernement élu» «Nous voulons la fin de la corruption rampante», ont scandé les manifestants. «En Jordanie, le roi désigne et limoge le Premier ministre.

Un peu plus loin, face à la Cour de sûreté de l'Etat, près de 350 jeunes du parti du Front de l'action islamique (FAI) ont manifesté pour demander l'annulation de cette cour militaire.

«A bas les tribunaux sécuritaires, nous voulons la liberté», «La Cour de sûreté de l'Etat protège les corrompus», ont-ils scandé. Par ailleurs, à l'appel des «Jeunes du sud», près de 3 000 personnes ont manifesté à Tafieh, Diban et Karak,

pour dénoncer la corruption, ont affirmé des participants. «Nous ne voulons pas de commissions, nous voulons des décisions», ont scandé les manifestants à Tafieh en référence aux commissions de dialogue national et d'amendement de la Constitution. «Nous voulons notre argent et nos terrains», «Le peuple veut la fin de la corruption»,

ont-ils dit. La Jordanie fait face depuis janvier à un mouvement de protestation réclamant des réformes politiques et économiques, ainsi que la fin de la corruption.

Le 26 avril, le roi Abdallah II a créé une commission chargée de proposer une réforme constitutionnelle qui réponde à ces appels.

SYRIE

2 civils tués par des militaires près de Deraa

Deux manifestants ont été tués hier par des militaires dans la localité de Bosra Al-Harir, dans la province de Deraa (sud), a annoncé Rami Abdel Rahmane, responsable de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

«Des balles ont été tirées depuis une voiture militaire sur des manifestants qui défilaient pacifiquement à Bosra Al-Harir», a précisé M. Abdel Rahmane, citant des habitants de cette localité de la province de Deraa.

Selon la télévision publique syrienne, des «hommes armés» ont ouvert le feu sur des membres des forces de l'ordre à Bosra Al-Harir, tuant un membre des forces de l'ordre et un civil. Le mouvement de contestation contre le régime du président Bachar Al-Assad est né le 15 mars dans cette région du sud de la Syrie, qui a déjà subi une violente répression.